



Ministère de la Culture et de la Communication

Secrétariat général

Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation

Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie

Entre ressource et patrimoine, l'agrobiodiversité en Amazonie

Rapport final de l'Appel
à Projets 2011 :

*Pratiques
interculturelles dans les
institutions*



Resp. : Laure Empeaire
UMR 208 IRD-MNHN « Patrimoines
locaux »

Equipe :

Ana Gita de Oliveira – IPHAN - DPI

Désirée Tozi – IPHAN - DPI

Patrícia Bustamante – EMBRAPA

Laure Empeaire – IRD

BRASÍLIA – SEPTEMBRE 2014

Légende : louche constituée d'une gourde pour servir le *xibé*, mélange acidulé d'eau et de farine de manioc. La gourde dénommée localement *jamaru* est une espèce cultivée (*Lagenaria siceraria*) en voie de disparition. Des deux espèces cultivées dont les fruits servent à faire des récipients, l'une arborée, la *cuiera* ou calebassier (*Crescentia cujete*) avec ses variétés, s'est maintenue alors que l'autre, herbacée, ce *jamaru*, est en passe de disparaître. Santa Isabel do Rio Negro, février 2013, ©L. Empereire/ Pacta/ Indigo-Ird.

Sommaire

1. INTRODUCTION	3
2. CHRONOLOGIE D'UNE PATRIMONIALISATION	5
3. DE NOUVELLES CONFIGURATIONS	7
4. L'EXTENSION EN AVAL DU SYSTÈME AGRICOLE : BARCELOS ET LE CUIEIRAS... 10	
5. PATRIMOINE ET DEVELOPPEMENT	12
6. AUTRES APPROCHES PATRIMONIALES AUTOUR DE L'AGROBIODIVERSITE	14
UNE RECONNAISSANCE PATRIMONIALE MONDIALE À CHILOÉ (CHILI)	15
LE PARQUE DE LAS PAPAS (PEROU)	19
QUELQUES CONCLUSIONS	24
7. PRATIQUES INTERCULTURELLES ET FORMATION.....	26
8. CONCLUSION.....	28
9. BIBLIOGRAPHIE CITEE	29
A. RAPPORT D'ACTIVITES.....	30
B. PRODUITS	31
Publications.....	31
Projets déposés et acceptés	32
C. RAPPORT FINANCIER (estimation au 17 septembre 2104)	32
D. DOCUMENT DE PRESENTATION DU COURS DE SANTA ISABEL (22-24 avril 2014)	34

Résumé de la proposition de recherche

Dans un contexte généralisé de perte de la diversité des plantes cultivées et des savoirs associés, le projet se fonde sur l'expérience de l'enregistrement (décret 3551 / 2000) d'un système agricole amazonien au patrimoine de la nation pour aborder la question de l'interculturalité. L'objet central de la réflexion est la diversité des plantes cultivées envisagées dans ses dimensions biologiques et culturelles et non seulement sous l'angle productif.

Le projet se décline en trois objectifs principaux :

- l'identification des objets et processus qui constituent un patrimoine et leurs limites : ce volet a pour objectif de comprendre l'extension sociale et spatiale de ce qui fait patrimoine ;
- l'analyse des discours et concepts portés par les différents intervenants dans la définition du patrimoine et des actions à entreprendre dans son plan de sauvegarde ;
- l'appui à la définition de politiques culturelles pour la conservation de l'agrobiodiversité

Le projet, outre son caractère interdisciplinaire, a pour aspect innovant de se fonder sur une collaboration consolidée et ancienne entre associations locales, institutions de recherche et institutions publiques.

1. INTRODUCTION

Les projets de patrimonialisation se multiplient devant les menaces de raréfaction ou de disparition de la diversité biologique qu'elle soit naturelle ou cultivée. Mais la multiplication de ces patrimoines institutionnalisés pose une série de questions tant sur l'objet reconnu que sur les processus en jeu. Quels sont les contours de ce patrimoine dans le cas de l'agrobiodiversité ? S'agit-il du patrimoine formé par les plantes cultivées ou par les systèmes qui produisent cette diversité ? Quel est son statut, individuel, familial, collectif ? Comment ce patrimoine a-t-il été constitué ? A quelles échelles de temps et d'espace ? Quelles sont les références, les approches, les négociations qui sont mobilisées lors d'une patrimonialisation, et quelle est l'efficacité de cet instrument en termes de pérennité du bien et de reconnaissance d'agricultures, ou d'agrobiodiversités autres que celles du modèle dominant ?

2012 et 2013, avec la réalisation de différents séminaires et rencontres (cf. Annexe A) ont permis d'approfondir la problématique du patrimoine représenté par le système agricole traditionnel du Rio Negro (SAT-RN par la suite). Celui-ci repose, à des degrés divers, sur les 31 ethnies présentes¹ en Amazonie du Nord-Ouest (carte 1) et un territoire de près de 300 000 km². L'équipe ayant été fortement impliquée dans cet enregistrement, il était nécessaire de prendre une distance sur les différentes étapes de cette patrimonialisation et sur les dynamiques locales et nationales dans lesquelles elle est aujourd'hui susceptible de s'inscrire.



Situation des sites d'étude dans la région du Rio Negro

¹ 31 ethnies appartenant à trois familles linguistiques Tukano oriental (Arapaso, Bará, Barasana, Desana, Karapanã, Kotiria (Wanana ou Uanano), Kubeo, Letuana, Makuna, Miriti-tapuya, Pira-tapuya, Pisa-mira, Siriano, Taiwano (Eduria), Tanimuka, Tatuyo, Tukano, Tuyuka, Yuriti), Arawak (Baniwa, Baré, Kuripako, Tariana, Werekena), Maku (Daw, Hupda, Nadöb, Yuhupde, Nukak, Kakwa) et Yanomami (Yanomami). Ce sont essentiellement les Amérindiens de langue Tukano oriental et Arawak qui sont agriculteurs mais la compréhension des rapports à l'agriculture des ethnies de langue Maku et Yanomami demeure à approfondir.

L'aspect économique s'est progressivement effacé de l'horizon face aux enjeux de protection culturelle d'un mode de produire singulier, porteur d'une diversité biologique très élevée, et qui repose sur le brûlis, pratique aujourd'hui décriée sur le plan environnemental². Toutefois, dans des conditions de pression sur l'environnement telles que celles du Rio Negro, elle ne remet pas en cause la présence d'une couverture forestière. La conservation d'un système agricole amérindien, décliné sous de multiples autres formes par d'autres populations amérindiennes et traditionnelles du Brésil, était pensée comme une expérience pilote de reconnaissance patrimoniale centrée autour de la diversité agrobiologique et avait fait l'objet de nombreux échanges au sein de l'Iphan.

L'idée d'une proposition d'enregistrement au patrimoine immatériel à soumettre à l'Iphan a été acceptée et mûrie par les représentants de l'ACIMRN dès 2007. Cette patrimonialisation devenait pour l'ACIMRN un levier de reconnaissance politique. Elle permettait en outre de prolonger de manière opérationnelle l'articulation entre association locale et chercheurs et de positionner l'ACIMRN sur la scène régionale des politiques de patrimonialisation. En effet, la Fédération des Organisations Indigènes du Haut Rio Negro (FOIRN), venait de patrimonialiser un autre bien amérindien, les sites sacrés des rapides du Uaupés (Andrello and Oliveira 2008). L'association du moyen Rio Negro devenait aussi porteuse de son projet patrimonial alors que les dynamiques culturelles, scientifiques et politiques jusque lors émanaient en général de la FOIRN, association sise en amont, à São Gabriel da Cachoeira. Cette patrimonialisation, avec pour chef de file l'ACIMRN, était donc une opportunité de positionner plus fortement l'association sur la scène régionale et de construire ses liens avec des instances fédérales.

² Les populations amérindiennes et traditionnelles sont exemptées de l'interdiction de brûlis de la végétation pour leur agriculture de subsistance (nouveau Code Forestier, loi 12.651 du 25 mai 2012, art. 38, § 2).

2. CHRONOLOGIE D'UNE PATRIMONIALISATION



Votes à l'ACIMRN à Santa Isabel do Rio Negro et au Conseil du Patrimoine à Rio de Janeiro

- ✓ 2005 - 2009 : première phase du projet scientifique franco-brésilien Populations, Agrobiodiversité et Connaissances Traditionnelles Associées (PACTA) et établissement d'un terme de consentement préalable informé avec l'Association des Communautés Indigènes du Moyen Rio Negro (ACIMRN) sur l'accès aux connaissances traditionnelles associées à la biodiversité
- ✓ 2005 : publication d'un numéro spécial de la revue de l'Institut du Patrimoine Historique et Artistique National (IPHAN) sur Patrimoine Immatériel et Biodiversité
- ✓ 2007 : demande formelle de l'ACIMRN de l'enregistrement du Système Agricole Traditionnel du Rio Negro comme patrimoine immatériel de la nation ; demande analysée par son conseil consultatif et acceptée
- ✓ 2007 - 2009 : réunions sur le Rio Negro et à Brasília entre le département du patrimoine immatériel (DPI) de l'IPHAN et les responsables des trois associations amérindiennes du Rio Negro impliquées dans cette reconnaissance (ACIMRN, ASIBA et FOIRN) avec la participation des chercheurs du PACTA et de l'Instituto SocioAmbiental (ISA)
- ✓ 2008 :
 - projet financé par l'IPHAN et coordonné par l'ISA (resp. Carla Dias) de documentation sur le système agricole du Rio Negro avec la participation des chercheurs amérindiens
 - projet financé par la Fondation Ford et coordonné par le Cebrap (Centro Brasileiro de Análise e Planejamento) *Effects of intellectual and cultural rights protection on traditional people and traditional knowledge. Case studies in Brazil* (resp. M. Carneiro da Cunha)
- ✓ 2009 - 2013 : deuxième phase du PACTA, qui repose sur une perspective comparative étendue à des systèmes agricoles traditionnels situés dans plusieurs biomes brésiliens
- ✓ 2009
 - signature d'un accord de coopération technique entre l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Institut du Patrimoine Historique et Artistique National en vue d'une coopération sur le thème des patrimoines agricoles
 - organisation par l'IRD d'une exposition itinérante sur le SAT-RN sur le Rio Negro (7 grands panneaux de toile bâchée)

- co-organisation IPHAN et IRD d'un séminaire de deux jours sur Patrimoine immatériel et Systèmes Agricoles
- montage d'un documentaire vidéo d'une dizaine de minutes sur le bien à enregistrer (obligation légale)
- ✓ 2010 : rédaction du dossier pour l'enregistrement, analyse du dossier par la Gérance d'Identification et d'Enregistrement du DPI, enregistrement en novembre 2010.
- ✓ 2011
 - 1^o réunion pour l'établissement du plan de sauvegarde à Santa Isabel do Rio Negro, mise en place de son comité de sauvegarde
 - début des recherches du PACTA à Barcelos
 - proposition par le Musée d'Amazonie de montage d'une exposition sur le manioc à Manaus
- ✓ 2012
 - divers séminaires sur les savoirs traditionnels (Collège de France), les systèmes semenciers (EHESS) la recherche participative (IHEAL) et les patrimoines (Paloc et ministère de la Culture) à Paris
 - Post-doctorat de deux chercheurs de l'Embrapa dans l'UMR Paloc à Paris
 - Travaux de terrain à Barcelos
 - Discussion menée par l'ISA auprès du ministère de l'Éducation sur la mise en place d'un Institut du Savoir Indigène dans le Rio Negro
- ✓ 2013
 - réunion des représentants des associations amérindiennes à l'Iphan - Brasília pour définir une stratégie intersectorielle de valorisation du patrimoine immatériel représenté par le SAT-NR et, en particulier, avec les institutions de développement agricole afin de promouvoir la reconnaissance des savoirs locaux.
 - mise en place du projet de développement d'une agriculture mécanisée du manioc par le gouvernement de l'État d'Amazonas
 - mise en place d'un projet pilote financé par le ministère de la Science, Technologie et Innovation (MCTI) et co-construit pas les scientifiques et les populations locales sur la gestion de l'agrobiodiversité dans le Rio Negro
 - 2^o réunion sur le plan de sauvegarde du SAT-RN à Santa Isabel do Rio Negro
- ✓ 2014
 - réunion à Cartucho et à Santa Isabel sur la mise en place du Conseil du Patrimoine
 - mise en place d'une formation de 2 jours et demi destinée aux techniciens agricoles du Secrétariat à la Production Rurale de l'État d'Amazonas et administré par les agriculteurs amérindiens.
 - Edition par l'IPHAN d'un dépliant sur le SAT-RN
 - Travaux universitaires sur/autour du SAT-RN (mastère 2 d'anthropologie et master professionnalisant en patrimoine)

Cette séquence d'événements de portées très diverses et mobilisant des acteurs de différents horizons souligne l'interdépendance des actions menées au niveau local et fédéral et l'écheveau auquel appartient cette patrimonialisation ce qui renforce la pertinence de la proposition de cadrage de 2011.

3. DE NOUVELLES CONFIGURATIONS



Réunion à Cartucho en 2014 sur la mise en place du Conseil de la Roça (photos Lorena França)

Entre la formulation de la proposition de recherche fin 2011 et aujourd'hui, le cadre d'analyse des pratiques interculturelles autour du patrimoine formé par le Système Agricole Traditionnel du Rio Negro (SAT-RN par la suite) s'est modifié sur trois plans, institutionnel, scientifique et politique.

D'une logique de connaissance, et de reconnaissance, de ce patrimoine concrétisée par la présentation d'un document d'environ deux cents pages (Emperaire *et al.* 2010), on est passé à celle de la définition et de l'application d'un plan de sauvegarde comme le prévoit le décret n° 5331/2000. La première étape, celle de l'écriture et de la formalisation du dossier d'enregistrement a constitué une phase de convergence entre pratique scientifique et demande locale. La restitution par l'écrit répondait, même sous forme initiale de littérature grise, au savoir-faire de la production scientifique. Cette convergence d'intérêt entre populations locales et chercheurs et institution de patrimonialisation était d'autant plus facilitée que la personne chargée de la reconnaissance et de l'enregistrement du dossier à l'IPHAN détenait, outre une excellente connaissance des forces politiques et associatives du Rio Negro, une expertise scientifique anthropologique autour du patrimoine déjà reconnu plus en amont sur le Rio Negro, celui formé par les sites sacrés du Uaupés (affluent à la frontière Brésil - Colombie).

La deuxième phase, celle du plan de sauvegarde, s'est révélée plus complexe en raison des enjeux de conservation de la biodiversité et de sécurité alimentaire dont est porteur ce patrimoine et d'un changement d'équipe au sein de l'IPHAN. En effet ce sont deux coordinations différentes, celle d'identification et d'enregistrement et celle de sauvegarde, qui opèrent au long du parcours d'un bien patrimonialisé.

A l'échelle locale, la configuration a également changé. Les élections municipales d'octobre 2012 ont placé à la tête de la *prefeitura* de Santa Isabel une équipe qui a accepté d'ouvrir un dialogue avec les porteurs de ce projet³. Cette interlocution a été grandement facilitée par la nomination du Président de l'ACIMRN au poste de Secrétaire

³ Le groupe central de discussion sur le plan de sauvegarde du SAT-RN était composé des représentants de la FOIRN (Marivelton Barroso et Guilherme Costa Velozo), de l'ASIBA (Maria et Luziane Celso de Melo) et de l'ACIMRN (Carlos Nery, Sandra Gomes, Maristela da Silva de Menezes, Omilda da Silva de Menezes, Jacinta, Ilma Fernandes Neri, Jaqueline Sanches, Regina Perina Aragão), des chercheurs du Pacta (Manuela Carneiro da Cunha, également responsable du projet du MCTI, Laure Emperaire /IRD, Lúcia van Velthem / MCTI, Patrícia Bustamante / Embrapa), des représentants de l'IPHAN (Désirée Tozzi et Jalmira / IPHAN Brasília, Heloiza Araújo / IPHAN - Manaus) de l'Instituto Socioambiental (Camila Barra et Wilde Itaborahy),

à la Production et à l'Approvisionnement de la municipalité, situation quelque peu paradoxale au vu des tendances lourdes des actuelles politiques de développement agricole. Il faut rappeler que l'année 2012 a été marquée par l'adoption d'une nouvelle version du code forestier⁴ qui illustre la ligne "développementaliste" prônée par le gouvernement de Dilma Rousseff (présidente de la République depuis le 1^{er} janvier 2011). En 2013, c'est un plan d'insertion économique des populations indigènes qui est en cours de montage (*O Globo*, p. 11, 2 juin 2013). En 2014, cette tendance se poursuit avec la non ratification du protocole de Nagoya (juillet) et le refus de signer la déclaration de New York sur la conservation des forêts (septembre).

Le gouvernement de l'État d'Amazonas a lancé en juillet 2012 le programme Amazonas Rural avec pour objectif de renforcer l'autonomie alimentaire de l'État et de dynamiser les économies de ses *municípios*⁵. Dans le cas du Rio Negro, il s'agit de mettre en place une production mécanisée de manioc dans le but de fournir de la farine de manioc (aliment de base) aux populations urbaines locales. Les secrétaires de Production et Approvisionnement des municipalités concernées, São Gabriel, Santa Isabel et Barcelos, sont chargés de mettre en place cette mécanisation avec l'appui de l'Institut de Développement de l'Agriculture et de l'Élevage de l'État d'Amazonas ou IDAM, organisme de développement agricole représenté dans chacun de ces *municípios*. Leurs actions s'appuieront sur le cadastre de tous les agriculteurs (cette opération est en cours à l'échelle du Brésil) à travers les questionnaires de l'IDAM et du ministère du Développement Agricole. À travers ces questionnaires, c'est une catégorie socioprofessionnelle qui est attribuée aux populations locales sans tenir compte d'une part qu'elles pratiquent l'agriculture au sein d'un système de production complexe associant chasse, pêche, cueillette, collecte et que de l'autre, leur identité ne relève pas de leur production.

Un troisième élément centré sur les savoirs locaux est aussi entré en jeu au cours de ce projet. Le ministère de la Science, Technologie et Innovation a donné son aval en octobre 2012 à un projet de recherche interculturelle (resp. M. Carneiro da Cunha) entre populations locales et chercheurs avec, pour projet pilote, l'étude des complémentarités entre la conservation locale de l'agrobiodiversité et sa conservation institutionnalisée, soit entre les modalités *in situ* et *ex situ*. Il s'agit de construire de nouveaux rapports dans des conditions de parité, sur le fond et la forme, entre savoirs locaux et savoirs technoscientifiques, entre les populations amérindiennes du Rio Negro et les chercheurs dont ceux de l'Embrapa (Entreprise brésilienne de Recherche Agronomique). Ces nouveaux rapports doivent aussi se décliner sur les objets en jeu, soit les ressources phytogénétiques. Comment assurer une perméabilité entre des ressources qui répondent à des objectifs de sécurité alimentaire, à un certain type de relations entre société et nature et des ressources qui ne sont présentes dans les institutions qu'en fonction de critères de valorisation économique ? Une des pistes de réflexion est de faire l'inventaire des ressources phytogénétiques du Rio Negro en collection et de proposer

⁴ Cette nouvelle législation, entre autres mesures, limite considérablement l'importance des zones de protection environnementale et amnistie les exploitants qui auraient fait des coupes forestières illégales avant 2008. C'est donc un règlement qui fait la part belle au lobby de l'agrobusiness et qui a d'ailleurs été voté avec son appui à l'Assemblée Nationale en avril 2012, ceci malgré une forte mobilisation de la société civile et des scientifiques à travers leurs deux principales institutions représentatives, la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science et l'Académie brésilienne des Sciences.

⁵ Plus petite unité administrative, équivalente à la commune. Elle a à sa tête un préfet élu (*prefeito*).

un mécanisme de suivi par les populations sur comment leurs ressources locales sont gérées et à qui sont-elles mises à disposition. Le chemin institutionnel est long.

L'Instituto SocioAmbiental et les associations amérindiennes ont entamé des échanges avec le ministère de l'Éducation pour la création et la reconnaissance d'un Institut des Savoirs Indigènes du Rio Negro dont les attendus majeurs ont été discutés au cours de trois séminaires (2010-2012) entre représentants amérindiens et scientifiques et ont donné lieu à des publications (Andrello 2012; Cabalzar 2010).

Le tissu institutionnel autour de l'agriculture, qu'elle soit sous sa forme patrimoniale ou productive, a ainsi pris de l'épaisseur au cours de l'année 2012 et a été renforcée lors du cours administré en avril 2014 (*cf. infra*). L'expression de *o sistema* ou *o sistema agrícola* est aujourd'hui incorporée dans le discours des représentants des associations et renvoie au bien patrimonialisé. Toutefois, la diffusion de l'information auprès de l'ensemble de la population est encore très limitée pour ne pas dire inexistante si ce n'est auprès des villages où les enquêtes du Pacta ou du projet Iphan-ISA ont été menées.

C'est donc dans ce contexte multi-institutionnel et multiscalair, du local au fédéral, que se sont situés les travaux de 2013 et 2014 : un patrimoine encore peu visible sur le plan local mais porté par les associations amérindiennes, une agriculture enjeu de développement pour les représentants de l'état et des savoirs et savoir-faire associés au système agricole porteurs de nouveaux rapports avec la société nationale.

4. L'EXTENSION EN AVAL DU SYSTÈME AGRICOLE : BARCELOS ET LE CUIEIRAS



Pirogues en contre-bas des habitations le long du Rio Negro à Barcelos

Avec des liaisons fréquentes avec Manaus par avion ou bateau, le développement du la pêche sportive et du tourisme, le marché de produits extractivistes comme la piaçaba (fibre de palmier) ou les poissons ornementaux, Barcelos jouit d'une situation économique globale privilégiée vis-à-vis de Santa Isabel.

Une dizaine d'entrevues auprès de résidents d'un même quartier a été réalisée avec quatre relevés exhaustifs des abattis et espaces péri-domestiques. Les données sont encore en cours de traitement et devront aussi être confrontées à celles relevées sur le manioc en 1996 et 1998, afin d'évaluer l'amplitude des changements des quinze dernières années. Les trajectoires de vie sont intimement liées à l'histoire de l'exploitation des produits forestiers - et de la production de farine de manioc qui lui est subordonnée -, avec son déclin économique et l'affaiblissement du pouvoir des patrons puis à l'installation à Barcelos afin d'assurer la scolarisation de leurs enfants et le maintien des activités agricoles en périphérie de la ville pour garantir la subsistance familiale. Comme en amont, la pratique agricole, la gestion de l'espace et les soins apportés aux variétés de manioc relèvent d'un système de valeurs, d'un ethos, propre à l'identité amérindienne de cette région d'Amazonie, qu'elle soit Baniwa, Tukano ou autre.

Dans un premier temps, il apparaît que les pratiques de gestion de l'espace sont très semblables à celles de l'amont avec une diversité globale en plantes cultivées du même ordre mais plus réduite en ce qui concerne les maniocs (22 variétés cultivées relevées pour les 4 relevés). L'affaiblissement du lien à la principale plante cultivée se manifeste aussi dans la nomenclature, des variétés ne sont pas nommées alors que le nom est un attribut essentiel de la variété plus en amont. Cela est clairement énoncé par le fondateur de l'ASIBA, lui-même originaire du haut Rio Negro : "ici on confond les noms" ou "les maniocs n'ont dorénavant plus de noms. Là (sa terre d'origine) chacune était une chose différente"⁶.

Deux ensembles de variétés de maniocs coexistent, l'une issue d'un modèle "agriculture familiale", l'autre issue du modèle amérindien du haut Rio Negro. Les réseaux de circulation de plantes sont actifs et bien qu'encore non cartographiés, ils semblent aussi

⁶ "Aqui confundem muito os nomes"; "As manivas agora não têm mais nomes. Lá cada uma era uma coisa diferente." Entrevue 26 août 2012, Sr Clarindo Chagas Campos Tariano / Barcelos.

d'amplitude géographique plus réduite qu'en amont. Le Rio Branco, affluent de la rive gauche du Rio Negro, est une voie d'introduction de plantes, surtout des maniocs, probablement plus importante que Manaus.

En marge de cette agriculture traditionnelle dont le principal produit, la farine de manioc, est destiné à l'autosubsistance et à la vente directe, le plus souvent sur commande, il se développe à Barcelos un maraîchage centré sur des aromates (coriandre, ciboule, laitue, choux, variétés de piments non locales) qui répondent au modèle alimentaire généralisé au Brésil, et en sont la signature organoleptique.

Alors que l'Association Amérindienne de Barcelos est un protagoniste de cette patrimonialisation dès son début, l'Association du Rio Cueiras, affluent en du Rio Negro situé encore plus en aval à proximité de Manaus, ville de 2 millions d'habitants, a demandé à l'ACIMRN à être incluse dans les discussions sur le devenir du système agricole.

Les conditions de réalisation de l'"idealtipe" tel qu'il est formulé dans le dossier d'enregistrement du SAT-RN ne sont pas les mêmes à Barcelos et à Santa Isabel, tout comme celles de Santa Isabel diffèrent de celles de l'amont. Conditions écologiques, histoire, imbrication des différentes activités d'exploitation des produits forestiers et agricoles, connexions fluviales autres ... tout concourt à donner un cadre différent à l'expression de cette agriculture selon le territoire où elle s'exprime. Toutefois, ses éléments structurants, l'importance accordée à la diversité, les réseaux sociaux contruits autour des flux de plantes, les relations entre gens et plantes, en particulier la connaissance des normes qui organisent le bien-faire dans l'activité agricole et la préparation des aliments, la place de la femme dans l'agriculture (*a dona de roça*), son savoir d'experte et surtout la reconnaissance de celui-ci, le maintien d'une capacité propre à innover et expérimenter ... sont maintenus et constituent un référentiel culturel partagé. Il est important de souligner que c'est ce référentiel qui est partagé et non un ensemble de plantes cultivées qui sont, ou seraient, propres à cette région. Le patrimoine ne réside pas dans un endémisme biologique⁷ mais dans une manière de construire et de penser la diversité.

La récente demande du Rio Cueiras montrent combien il est important de garder un système patrimonial ouvert sur le plan géographique et culturel. Cette discussion sur les limites géographiques du SAT-RN renvoie à une différence de position avec l'ISA qui souhaitait un intitulé mettant en avant le caractère amérindien, et non seulement traditionnel du Système Agricole du Rio Negro. Cette position mettait l'accent sur une légitimité des savoirs et pratiques amérindiennes au lieu de renforcer les possibilités d'agrégation d'autres segments dispersés de la population autour de ce patrimoine.

⁷ Les travaux menés en 2000 ainsi que ceux récents de Gilda Mühlen (en cours de publication) tendent à montrer que cet endémisme existe pour les maniocs.

5. PATRIMOINE ET DEVELOPPEMENT



Quels atouts pour chacun de ces deux modèles ? (à d. image tirée du film de l'IDAM-Santa Isabel)

Lors de la rédaction de la proposition de recherche, nous avons cité la tension entre l'expansion d'un modèle agricole globalisé et les revendications et affirmations identitaires locales, sans prévoir que cette mise en perspective sur le terrain était proche.

Le projet de développement agricole vise à mettre en place dans chacun des *municípios* 100 ha de culture mécanisée de manioc, 1 ha par unité d'exploitation, ceci sur quatre ans, soit 400 ha par commune. L'objectif est d'atteindre un rendement de 12 t/ha avec 10 000 pieds/ha et que les villes soient autosuffisantes en farine de manioc. Le rendement en tubercules de manioc dans ce système traditionnel est d'environ 3 t/ha (Grenand 1993). Il ne s'agit pas d'utiliser des variétés améliorées mais les variétés locales comme nous l'ont souligné les représentants de l'IDAM à Barcelos et Santa Isabel. A Santa Isabel, ce sont 14 variétés qui ont été retenues (sur plus d'une centaine présentes dans la région) avec un fort risque d'appauvrissement de la diversité génétique locale.

Globalement les trois communes concernées présentent la même configuration agricole : un centre urbain, deux ou trois routes de terre ou parfois asphaltées, qui en rayonnent pour se terminer une vingtaine de kilomètres plus loin en forêt et des voies secondaires, souvent des sentiers forestiers, qui desservent les unités agricoles de la ceinture urbaine. Au-delà de la ville, c'est le fleuve et ses affluents qui permettent d'accéder aux villages, hameaux ou habitations isolées. C'est le long des routes, pour des raisons de logistique évidentes mais aussi de rapports de pouvoir entre petits agriculteurs et commerçants-agriculteurs, que devrait porter le projet de modernisation.

Plus que le changement technique ou le choix de variétés, c'est la transformation des catégories de signification des activités agricoles qui est en jeu. Par une mécanisation justifiée par un allègement de la force de travail nécessaire à l'ouverture de l'abattis mais qui répond aussi à une injonction de ne plus brûler de végétation à structure forestière (qu'elle soit primaire ou secondaire), c'est toute la logique du système agricole traditionnel qui est remise en cause avec des parcelles d'usage permanent (et donc une appropriation foncière), une nouvelle répartition des tâches entre hommes et femmes, entre groupes familiaux, mais surtout de rapports de pouvoir et de hiérarchie (Adell 2011) entre des savoirs locaux transmis entre générations et les savoirs agronomiques issus de l'enseignement agricole, entre qui est propre, qui vient du début

des temps, de la coutume, de ses aïeux, et ce qui a été enseigné (par les Blancs). Ces deux notions, l'apprentissage par la tradition et l'apprentissage par l'enseignement, correspondent d'ailleurs à deux expressions différentes en *língua geral*, langue véhiculaire issue du tupi, parlé dans la région.

On est loin d'une autre situation d'expertise des populations locales joliment décrite par Lucie Bolens dans un tout autre contexte spatial et temporel, celui des savoirs agronomiques des Andalous aux onzième et douzième siècles : "...l'action de l'homme n'est pas connue comme un bouleversement de l'ordre naturel mais comme une adaptation minutieuse, tatillonne à cette unité. Le paysan et son double érudit, l'agronome, ne créent rien mais constatent la complexité là où ils la trouvent." (Bolens 1975).

Avec la mise en place de ce projet de développement, les différents éléments de ce qui constitue le SAT-RN se retrouvent insérés dans une logique de marché, l'espace, ses plantes cultivées sélectionnées, la culture matérielle associée avec la mise en place d'unités de transformation standardisées et la farine de manioc qui en découle qui devra elle aussi être standardisée pour être commercialisée. Si, lors du rapport précédent, nous indiquions que « la dimension culturelle au cœur de la pratique agricole amérindienne demeure largement invisible aux yeux des pouvoirs publics, tout comme celle de sécurité alimentaire qui résulte de la diversité des ressources phylogénétiques domestiquées et conservées par les populations locales, soit d'une diversité génétique susceptible d'apporter des réponses à maladies (cf. le cas actuel de la virose du manioc qui sévit en Afrique) », la situation a évolué avec la création d'un programme spécifique d'agriculture amérindienne au sein du Secrétariat à la Production Rurale de l'État d'Amazonas. Mais le défi est grand à l'échelle de cet État : prendre en compte la diversité culturelle et celle des formes de pratiquer l'agriculture sur un territoire grand comme trois fois la France (1 600 000 km²).

Malgré cette avancée, le scénario décrit plus haut n'est pas loin de se réaliser avec le courant d'un développement économique unifiant les pratiques, les insérant dans le marché et catégorisant sous forme générique de grands segments de population comme celui de "population amérindienne" (Gallois 2006) ou d'agriculture familiale (2014 a été labellisé comme Année internationale de l'Agriculture Familiale par la FAO).

Ce processus d'unification se situe aux antipodes de ce que la première réunion de 2011 sur le plan de sauvegarde avait fait émerger, soit que chaque ethnie a sa manière de faire en matière agricole et que chaque personne, chaque agricultrice a son propre style et que le dossier sur le SAT-RN ne rendait pas compte de ces différences. L'un des penseurs amérindiens du Rio Negro qui participe activement à la construction de l'Institut du Savoir Indigène du Rio Negro a fait remarquer que le court documentaire qui accompagne le dossier omettait la question principale à l'origine de ce patrimoine : "Comment l'esprit de la femme est-il devenu la *dona das manivas* ?" et que le démiurge à l'origine de l'agriculture a fertilisé les plantes cultivées par la connaissance⁸. L'essentiel est dans ce qui a donné le savoir et non dans ce que le savoir a donné.

⁸ "Como se deu o espírito da mulher ser dona da maniva?" "Bacebo adubou [as plantas] pelo conhecimento" Higino Tenório, Santa Isabel avril 2013.

6. AUTRES APPROCHES PATRIMONIALES AUTOUR DE L'AGROBIODIVERSITE

La prise en compte par les pouvoirs publics de la dimension patrimoniale d'un système agricole ou de l'agrobiodiversité qui y est associée en est à ses premiers pas au Brésil. En revanche, le maïs au Mexique ou la pomme de terre dans les pays andins ont fait l'objet d'articulations institutionnelles novatrices et susceptibles d'apporter des éléments nouveaux dans la discussion sur le devenir du SAT-RN. L'objectif de nos visites⁹ en deux sites était d'identifier les montages institutionnels à la base de ces expériences et les modes d'implication des populations. Les deux expériences, celle d'une labellisation patrimoniale mondiale d'un système agricole par la FAO sous forme d'un GIAHS ou SIPAM en français et en espagnol (*Globally Ingenious Agricultural Heritage System / Systèmes Ingénieux du Patrimoine Agricole Mondial*) dans l'île de Chiloé au sud du Chili auprès de petits agriculteurs (février 2014) et celle du *Parque de las Papas* montée auprès de communautés amérindiennes quechua près de Cusco (Pérou) ont pour plante centrale la pomme de terre et ses nombreuses variétés, une plante d'origine américaine à multiplication principalement végétative comme le manioc, plante pivot du SAT-RN.



Carte de situation

<http://www.cosmovisions.com/Amerique.htm>

Encart 1 :

Diversité variétale et vulnérabilité des cultures

La pomme de terre est introduite en Europe dans les années 1570 ; sa base génétique, avec des milliers de variétés dans les Andes, est brusquement limitée à quelques variétés. Les premières introductions de *Solanum tuberosum* avec la sous-espèce *andigena* se font probablement de Colombie ; une deuxième vague d'introduction, avec une autre sous-espèce, *tuberosum*, en provenance de Chiloé a lieu au début du dix-neuvième siècle. Dans un contexte politique, social et économique désastreux, cette faible diversité génétique a été le facteur déclenchant de la grande famine qui a sévi en Irlande entre 1845 et 1851. Un million et demi de personnes sont mortes et un autre million a émigré. La base génétique de la culture de pomme de terre en Irlande reposait presque exclusivement sur la variété Lumper (Ireland Dpt. of Agriculture, 2008) dont la présence est attestée en 1808 et qui était cultivée pour une haute productivité recherchée par les petits paysans mais qui s'est avérée très susceptible au mildiou (*Phytophthora infestans*). Ce champignon, à l'origine du pourrissement du tubercule, est également américain et sa diffusion se serait faite en trois étapes, du Mexique vers les Andes, des Andes vers les États-Unis et des Andes et/ou des États-Unis vers l'Europe (Andrivon 1996).

⁹ Le projet brésilien *For research, meetings and publications on the effects of intellectual and cultural rights protection on traditional people and traditional knowledge* (resp. Manuela Carneiro da Cunha, (USP/ Univ. Chicago) soutenu par la Fondation Ford a financé la majeure partie de ces déplacements. Y ont participé à Chiloé M. C. da Cunha et L. Emperaire, et à Cusco, les mêmes chercheurs ainsi que P. Bustamante (Embrapa) et Adeilson Lopes (ISA).

Chiloé et le SIPAM



Paysage de polyculture à Llicaldad (Chiloé)

L'île de Chiloé, au sud de Puerto Montt, est considérée comme l'un des deux grands centres de diversification de la pomme de terre. Les variétés locales ont tôt retenu l'attention des agronomes en raison de la tubérisation déclenchée par un photopériodisme que l'on retrouve en Europe, principalement sous les latitudes moyennes et hautes. La population est de 170 000 habitants dont environ 20 000 Huilliche (ethnie du groupe Mapuche) et est en majeure partie métisse. L'île vit essentiellement de la pêche, d'une agriculture de type familial centrée sur la culture de la pomme de terre et un petit élevage. Le tissu associatif est dense avec près de 200 associations d'agriculteurs sur l'île. Des variétés améliorées à haut rendement introduites par l'industrie semencière du Chili continental menacent les variétés locales, dites *papas nativas*, même si celles-ci sont toujours cultivées par la majorité des agriculteurs. Le *tizón*, nom local du *Phytophthora infestans*, sévit annuellement à des degrés divers avec deux fortes épidémies il y a dix et quarante ans. Il constitue une préoccupation constante tant de la part des pouvoirs publics que de celle des agriculteurs. Les préoccupations phytosanitaires sont très fortes au Chili, pays protégé par deux barrières, montagneuse et marine, et à Chiloé encore plus protégée en raison de sa situation insulaire. La question de la juxtaposition à différentes échelles, de l'île à la parcelle, des deux ensembles de variétés révèle les tensions entre modernisation et traditionnalité. L'un est cultivé pour sa productivité et procède des injonctions gouvernementales de modernisation de l'agriculture, l'autre est traditionnel, avec environ 280 variétés cultivées pour une large gamme d'usage, formes, couleurs et adaptation aux conditions climatiques et édaphiques et en raison de l'attachement des agriculteurs à ce patrimoine et à une identité culturelle chilote.

La faiblesse des activités économiques, après l'exploitation du guano qui a perduré jusqu'aux années 1950, a mené une partie de la population masculine à émigrer vers le Chili continental ou en Patagonie argentine et à remettre l'agriculture aux femmes. Ce sont principalement elles qui s'y consacrent aujourd'hui et qui en détiennent les savoirs. Le tourisme se développe aussi ; d'autres activités prédatrices de ressources et de

¹⁰ Informations compilées issues principalement des entrevues auprès de Carlos Veñegas directeur du CET-Chiloé à Chonchi, Marina Calisto et Rosário Muñoz agricultrices à Llicaldad, Cecilia Guineo agricultrice à Coipomó-Ancud.

paysages s'étendent avec l'exploitation du bois, des tourbières (avec la collecte de sphaignes) et la pisciculture. Les liens avec le Chili continental se resserrent et risquent de se matérialiser dans les prochaines années sous la forme d'un pont, réalisation souhaitée par les uns et rejetée par les autres.

L'histoire de la reconnaissance de Chiloé comme SIPAM débute en 2004 et aboutit officiellement en 2012. Mais ce n'est qu'un nouveau point de départ pour la mobilisation des agricultrices de Chiloé autour de propositions de conservation-valorisation des variétés locales de *papas nativas* et autres cultivars locaux comme un ail aux énormes bulbes (*Allium ampeloprasum*), des variétés de blé anciennes, des variétés fruitières, une race chilote de cheval ... Cette patrimonialisation a pour acteur institutionnel central le CET de Chiloé, Centre d'Éducation et de Technologie, une corporation de droit privé rattachée à une fondation dont le siège est à Santiago. Le CET-Chiloé, dont l'origine remonte aux années 1980, a été appuyé dès 2005 par le programme pour un Développement Territorial Rural à Identité Culturelle (DTR-IC) de l'organisation régionale latino-américaine, le RIMISP, financée par une coopération internationale (IDRC - Canada ; ICCO - Hollanda ; FIDA - Nations Unies ; Fondation Ford - USA ; NZAP - Nouvelle Zélande entre autres). Cette ONG travaille dans les domaines des changements institutionnels, économiques et sociaux (<http://www.rimisp.org/>).

Le CET-Chiloé

L'action du CET-Chiloé, financée en partie par le GEF, a porté sur la sauvegarde des anciennes variétés et savoirs associés, dans une optique de conservation des bases génétiques locales pour la recherche de variétés résistantes. Leur identification permettrait de ne pas avoir recours à une introduction de matériel exogène, solution le plus souvent prônée par les techiciens des services agricoles nationaux formés à l'école « traditionnelle » de l'amélioration génétique et de la lutte contre les pathogènes. C'est une banque *in situ* qui été créé au CET et à laquelle les agriculteurs peuvent recourir quand ils veulent un matériel particulier. Des recherches de résistance au *tizón* ou à la sécheresse sont menées sur ce matériel et sur les plants issus de graines (*cf. infra*). Le CET appuie aussi avec les agriculteurs la création de *Bancos de semillas* au niveau associatif afin de faciliter la circulation, la conservation et l'amélioration du matériel phytogénétique et de faire reconnaître les droits des agriculteurs sur leur matériel (sans implication légale toutefois puisque le Chili a signé mais n'a pas ratifié le TIRPAA). La mise en place de ces banques est aussi une riposte, tardive mais à fort poids symbolique, à la création d'une collection *ex situ* des variétés de pomme de terre de Chiloé faites par un chercheur de l'Université de Valdivia dans les années 1950 qui, par la suite, a monté une entreprise de semences de pommes de terre sans aucun retour économique ou autre pour les détenteurs de ces variétés.

Le CET-Chiloe a également servi de cheville ouvrière dans la conception de nouveaux rapports entre savoirs locaux et savoirs techno-scientifiques par l'organisation de journées d'étude auprès d'agriculteurs pour les étudiants agronomes ou vétérinaires de l'Université de Valdivia ou de Concepción. Un autre résultat a été de renforcer les liens entre mondes universitaire et agricole par la formation d'agriculteurs, principalement des femmes, dans des cours universitaires avec délivrance d'un diplôme, indépendamment de leur formation initiale (expérience également en cours en Colombie et au Pérou). Aujourd'hui les discussions avec l'université portent sur la définition des contours d'un enseignement sur le thème Agroécologie, Développement territorial et Identité culturelle qui reconnaîtrait l'apport des savoirs locaux. Cette configuration

apporterait aussi un différentiel à l'Université australe de Valdivia dans le paysage académique chilien. Le CET-Chiloé organise des stages ou des formations payantes en agroécologie - ce qui constitue une de ses sources de revenus - mais, afin de stimuler les échanges, il propose aux techniciens de l'INDAP un accès gratuit à ces formations. L'INDAP est la principale institution de développement agricole nationale qui fonctionne sur le modèle classique, celui d'un appui technique aux paysans avec transfert de technologie et accès au crédit.

Un troisième volet concerne l'ouverture de nouveaux espaces économiques. La patrimonialisation a contribué à améliorer la visibilité des productions locales sur le marché traditionnel mais surtout, a abouti en 2013 à la création du label SIPAM en tant que marque collective pour produits et services. Reconnue par l'État, il a permis de donner une impulsion forte aux producteurs locaux. Les conditions d'utilisation de la marque SIPAM ont été définies de sorte à le mettre à la portée du maximum d'agriculteurs. Pour être agréé SIPAM et que les produits de son exploitation le soient, cette dernière doit répondre à certains critères dont celui de maintien d'une agrobiodiversité traditionnelle et celui de non-usage d'herbicides ou de pesticides. L'entreprise qui acquiert des produits d'un agriculteur SIPAM à un prix juste reçoit elle-même, selon un mécanisme vertueux, le label SIPAM. Ainsi les deux restaurants de l'immense casino de Castro, la capitale de Chiloé, sont certifiés SIPAM. Un hôtel de luxe également. Ce système a un effet démultiplicateur sur la visibilité des productions agricoles locales et des modes de faire qui sont à leur origine. Un réseau de tourisme local centré sur le patrimoine agricole et adossé à une agence est aussi en cours de constitution et assure un retour économique aux agriculteurs.

Enfin, le label SIPAM a permis l'ouverture d'un espace politique de négociation avec les pouvoirs publics qui y voient aussi un fort intérêt de valorisation des ressources régionales. Le label SIPAM a été reconnu par l'INDAP. En mai 2014, soit postérieurement à notre visite, l'INDAP se déclarait intéressé par ce label et proposait de donner une formation à ses agents sur ce thème (<http://www.castrochiloe.cl/portal/autoridades-nacionales-conocen-a-usuarios-de-indap-con-sello-sipam>).

Las papas nativas



La diversité variétale dans un champ de pommes de terre

Les deux entrevues que nous avons menées auprès d'agricultrices montrent que la labelisation SIPAM s'adresse à une large gamme d'exploitants. Malgré la brièveté des entrevues et en première approche il semble que les deux fermes visitées, l'une de 6-7 ha dans le centre de l'île et l'autre de 60 ha au nord, se différencient par leur capacité matérielle d'innovation qui, elle-même, repose sur une disponibilité en terre et en main

d'oeuvre et l'accès au marché. Les deux ont pour points communs : - la pratique d'une agriculture à forte composante familiale dans un contexte de pénurie de main d'oeuvre découlant de l'exode des jeunes vers le continent et du coût élevé des journaliers ; - une polyculture sur des parcelles de petite taille (environ 0,3 ha dans le centre et 0,5 ha dans le nord) avec pour espèce centrale la pomme de terre avec des rendements de l'ordre de 20 t/ha pour les variétés améliorées et de 7-8 t/ha parfois pour les variétés locales (et la menace constante du *tizón*) ; - un attachement à ces *papas nativas* ; - une forte implication matérielle et idéologique dans les associations locales, des liens avec le CET-Chiloé et, pour chacune, une participation à des associations d'agriculteurs (Oro Nativo e Chiloé Orgánico) ; - et surtout la fierté de leur profession d'agricultrices et de leurs réalisations.

Le thème de l'agroécologie est le pivot de l'exploitation la plus grande qui s'appuie sur l'élevage laitier avec aujourd'hui une trentaine de bêtes mais qui a commencé avec deux laitières il y a vingt ans. Les prés sont fertilisés au purin et l'achat annuel pour environ un million de pesos de guano rouge, fumure aujourd'hui autorisée dans l'agriculture biologique, et de calcaire de coquillages. Les pommes de terre, vingt variétés de *papas nativas* et huit variétés sélectionnées à partir des *semillas botánicas* sont cultivées à 2 km de l'habitation. Un demi-hectare est planté en ail pour la vente de bulbes certifiés sur le plan sanitaire pour la plantation¹¹. L'exploitation est en grande partie auto-suffisante pour ses semences mais, en tant qu'exploitation reconnue agroécologique, elle doit justifier pour utiliser ses propres semences qu'il n'y a pas de semences de type biologique sur le marché. Un immense potager en plein champ et sous serre et des fruitiers permettent d'assurer l'alimentation familiale et une vente de petite ampleur mais diversifiée par les circuits qu'elle emprunte : livraison à six domiciles de la petite ville voisine, magasin biologique installé depuis peu dans cette même ville¹² qui commercialise les produits des agriculteurs de la région et au-delà (jusqu'à Talca à 800 km au nord) et restaurateurs qui visent le label SIPAM (et qui doivent fournir les factures de comme quoi ils achètent bien des produits « d'agriculteurs SIPAM »). La main d'oeuvre de cette exploitation est familiale avec des appuis ponctuels, de une semaine à un mois, de volontaires venus par le réseau WWOOF (*World Wide Opportunities on Organic Farms*) originaires des Etats-Unis, de France, de Colombie. Panneau solaire pour la laiterie, salle de réunion équipée d'une cuisine pour l'association, toit végétalisé complètement sur le plan de l'infrastructure l'option agroécologique de cette exploitation qui articule innovation et tradition et affiche fermement ses connexions au monde extérieur.

L'exploitation du centre est nettement plus modeste et relève du modèle traditionnel. La production de pommes de terre est la base de l'établissement ; un *Banco de Semillas*, un dépôt en bois pour abriter les tubercules qui seront utilisés pour ensemercer les champs a été construit dans le cadre de l'association *Oro Verde*. La famille est très active dans la *Feria de la Biodiversidad*, manifestation organisée annuellement par la municipalité de Castro qui draine une foule immense et où se mêlent expositions d'artisanat, stands culinaires, foire agricole, démonstration d'activités diverses et stands dédiés à l'agrobiodiversité. Dans le stand *Cuidadoras de Semillas* les agriculteurs et agricultrices exposent et échangent des variétés de pomme de terre et autres plantes locales, des livrets et dépliants explicatifs ont été produits par le CET-Chiloé et le SIPAM ;

¹¹ 1,8 t de bulbes est plantée pour une récolte de 4 à 6 t.

¹² Le faible pouvoir acquisitif de la population locale fait que les produits ne peuvent être vendus au prix des produits issus de l'agriculture biologique même s'ils le sont.

un autre stand est consacré à la valorisation culinaire des variétés. Les cuisinières, elles-mêmes agricultrices ont été formées à travers un programme spécifique du ministère de l'Agriculture, le Prodesal, qui offre des formations aux femmes responsables de micro-entreprises. Des recettes traditionnelles ou nouvelles à base des diverses variétés sont élaborées et une dégustation est proposée au public.

Hors SIPAM les pommes de terre sont commercialisées sur le marché municipal et dans les épiceries. Les *papas nativas* sur le marché sont vendues en filets de 1 à 1,5 kg à 1000 \$ (2 US\$) et les papas ordinaires à 2500 \$ l'*almud* ou muid (7- 8 kg au Chili), différence de prix qui compense les différences de rendement déjà citées. Ce n'est que depuis cinq-six ans que les premières ont fait leur réapparition sur le marché.

Encart 2 :

Une gestion dynamique de la diversité via les graines de pomme de terre

La sélection des variétés opère selon deux modalités traditionnelles, l'une par voie végétative avec un choix des tubercules qui serviront de plants pour la prochaine plantation et l'autre par voie sexuée, à partir de graines, les *semillas botanicas*. Les fruits, de petites baies, sont cueillies, mises à sécher, les graines recueillies et semées donnent de nouveaux morphotypes. Les critères de choix des agriculteurs se fondent sur la forme, couleur, saveur, rendement, résistance au *tizón* ... ainsi que sur des critères affectifs, variété transmise sur plusieurs générations par exemple, affirmant ainsi le caractère patrimonial de cette agrobiodiversité. Un renouvellement de la diversité variétale à partir de graines a aussi un effet phytosanitaire d'élimination des souches de champignons ou autres pathogènes.

LE PARQUE DE LAS PAPAS (PEROU)¹³



Paysage vers 4000 m d'altitude

Situé à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Cusco, soit dans un périmètre touristique hautement valorisé, le *Parque de las Papas* s'affiche comme étant un patrimoine bioculturel collectif indigène, un PBCI. L'idée de parc a été ébauchée vers 1998 à partir d'actions d'appui au développement local mises en place par l'ONG ANDES - *Asociación para la Naturaleza y el Desarrollo Sostenible* (Asensio H, and Castillo M., 2013) et fait toujours partie des principaux protagonistes de ce projet.

Le parc a aujourd'hui douze ans, s'étend sur environ 9 000 ha avec une population de six mille habitants aux faibles ressources répartis en six communautés ou villages. La

¹³ Sauf mention autre, ces informations sont issues principalement des exposés des intervenants quechuas du Parque de las Papas, des observations et des discussions avec Cesar Argumedo et Hernán Mormontoy Santander de ANDES à Cusco ainsi que de René Gomez, responsable des collections de pommes de terre au CIP-Lima.

comptabilité des variétés de pomme de terre affiche 1345 cultivars dont 779 identifiés localement, 410 rapatriées des collections du CIP (*cf. infra*) et 157 obtenues par des échanges avec d'autres communautés andines¹⁴. De nombreuses autres plantes andines y sont aussi présentes. Chaque agriculteur cultive entre 20 et 200 variétés de pomme de terre.

Le *Parque de las Papas* est situé dans un paysage grandiose entre 3200 et 4600 m d'altitude. La structuration du paysage en trois étages y est perceptible avec les vallées où sont situées les villages et des cultures comme le lupin, les fèves, la quinoa, l'avoine et l'orge ainsi que des herbages cultivés, plus haut les champs de pommes de terre et les herbages naturels à *ichu* et, dans la zone intermédiaire, les cultures d'autres tubercules andins traditionnels (olluco, mashua, oca). Le statut individuel ou collectif (à l'échelle de la commune) des parcelles cultivées selon leur localisation est à préciser. Les parcelles sont de quelques centaines de mètres carrés et l'outillage agricole est traditionnel, fait en bois local et en fer battu liés par des lanières de cuir de lama mais le tracteur est aussi présent quand la déclivité le permet.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette visite étaient fort différentes de celles de Chiloé. L'ONG ANDES qui travaille avec les habitants du *Parque de las Papas* nous a organisé deux jours de visite au Parc, l'un calé sur le circuit touristique, l'autre sur la journée nationale de la pomme de terre. La journée d'étude comprenait des « modules thématiques » en différents sites du parc avec pour chacun ses guides informateurs des villages. Se sont succédés les modules accueil, adaptation au changement climatique, amélioration variétale participative, artisanat, sanctuaire culinaire, agroécotourisme et centre de production de produits naturels. Par chance, et comme dans le cas de Chiloé avec la *Feria de la Biodiversidad*, nous avons pu assister le lendemain à la grande manifestation annuelle autour de la pomme de terre. Autrefois rituel traditionnel de récolte des tubercules qui se faisait à une date variable, elle a été incorporée en 2005 dans les manifestations nationales et le 30 mai est devenu le *Día Nacional de la Papa*.

Le Parque de las Papas : conservation d'une identité culturelle et tourisme

Le circuit d'une journée qu'empruntent les touristes passe de lieu en lieu, chacun consacré à un thème différent (*cf. infra*). Les visiteurs sont reçus par les représentants et représentantes des communautés, vêtus des ponchos et jupes traditionnelles. La langue est pour certains le quechua, traduit par ceux qui ont une pratique courante de l'espagnol, pour d'autres directement l'espagnol. C'est une identité qui est donnée à voir et à comprendre et sa mise en scène, au sens positif de l'expression, résulte d'un équilibre difficile entre des objectifs à atteindre en termes de tourisme et de sensibilisation d'un public très divers et le maintien d'une traditionnalité.

Les références aux principes de la vie sociale et culturelle andine, en particulier inca, sont très présents dans le discours. Il en est ainsi du thème de l'*ayllu* qui occupe une place centrale dans la vie sociale et dans la cosmovision régionale. L'*ayllu*, la *pachamama* et les normes de comportement, de réciprocité et d'empathie que ces notions génèrent constituent une des composantes immatérielles fortes du patrimoine bioculturel présenté aux visiteurs. L'*ayllu* est un ensemble de familles ou d'êtres unis par une origine commune, réelle ou symbolique. La notion dépasse les humains et s'applique

¹⁴ Sur le site du TIRPAA /FAO : <http://www.planttreaty.org/sites/default/files/FACTSHEET%20PERUok%20sp.pdf>

à de multiples entités. Les trois *ayllu* qui nous ont été cités sont le *runa ayllu*, celui des humains et de l'organisation sociale des communautés, le *apus ayllu* dieux des montagnes et le *sallqa ayllu* mentionné comme gardien de la diversité ou de la nature. L'idée de *buen vivir*, soit celle d'une convivialité avec les éléments biotiques ou abiotiques qui nous entourent, et amplement reprise sur le plan politique dans les pays andins, en particulier en Bolivie et en Equateur, est aussi présente.

Le PP est organisé autour d'un Conseil formé par les présidents des communautés pour deux ans. Sont rattachés à ce conseil des « collectifs économiques » sur différents grands thèmes, chacun est constitué par 3-4 représentants de chaque communauté. Le conseil décide du fonctionnement des visites au Parc, des ressources financières qui en résultent (environ 3 US\$ par entrée pour les Péruviens et 6 pour les étrangers) et de la participation des communautés à ce projet collectif. Les six communautés sont classées selon leur degré d'implication et reçoivent une part des revenus. Chacune est libre d'utiliser ce revenu, de 1000 à 2000 US\$, à son gré. Les activités de vente de produits ou de restauration génèrent des revenus dont 10 % reviennent au fonds du parc. Donnée remarquable, la parc est en fait conçu comme à géométrie spatiale et sociale variable car les communautés sont libres de s'en retirer ou, si elles ne respectent pas les règles du parc, d'en être exclues. La parc ne comptait plus lors de notre visite que 5 villages. Les motifs du retrait d'une communauté n'ont pas été commentés.

La gestion de la diversité variétale



Etiquetage des variétés et extraction des graines de pomme de terre

Le changement climatique est un thème récurrent des présentations. Sa perception a conduit les paysans à déplacer la culture la pomme de terre à un étage altitudinal plus élevé en raison de la baisse de production due aux pluies et aux maladies et à s'interroger sur les réponses plus générales à apporter en termes de localisation des cultures et de choix des variétés.

La référence à la science est extrêmement présente et se retrouve dans le discours sur le changement climatique et la réalisation d'expériences agronomiques de tests de variétés sur le base de protocoles de type occidental (différents seuils altitudinaux, différentes corrections du sol, résistance aux maladies). L'interprétation des résultats mobilise savoirs techno-scientifiques et savoirs locaux ce qui contribue à une interprétation plus fine de tests à portée limitée en termes de réplication. Cette articulation entre modernité de pointe et le traditionnel est présente dans la conservation de la diversité variétale. Une petite station automatisée enregistre les données météorologiques. Des sacs des différentes variétés présentées comportent des codes barres et des flash-codes. Les variétés issues de graines sont mises à germer sous serre pour ultérieure sélection dans

des conditions sanitaires très contrôlées. Les tubercules sont conservés dans une chambre froide artisanale abritée par un bâtiment à l'architecture moderne mais fait de matériaux traditionnels. Le froid et l'humidité sont maintenus par de grands bacs de ciment à même le sol remplis d'une eau pour le moins fraîche. Au-dessus sont disposées des claies qui reçoivent les cagettes de sacs de pommes de terre. C'est la banque *in situ* du *Parque de las Papas*. En général les familles conservent leurs semences chez elles mais le conseil du *Parque* peut être amené en cas de perte à autoriser certaines familles à venir se réapprovisionner pour la plantation dans cette banque. L'emprunt doit être restitué. Afin de minimiser les risques de perte, le système de conservation repose aussi sur deux ou trois autres banques situées aux alentours (hors Parc).

La culinaire : chuño, moraia, sancochado, pelado et autres

Le module gastronomie est sous la responsabilité d'un collectif de femmes. Elles ont reçu une formation en restauration organisée par ANDES avec l'appui du Fond-ODM (Objectifs Du Millénaire). Elles innovent dans la conception de nouveaux ingrédients (plantes sauvages par exemple) et de préparations originales à partir des ingrédients traditionnels. En marge de ce courant d'innovation, il y a aussi une valorisation de la culinaire traditionnelle avec sa large gamme de plantes cultivées (quinoa, fèves, lupins...) déclinées en de nombreuses variétés. L'espace du restaurant du PP est utilisé par rotation par différents groupes de femmes.

Le *chuño* et la *moraia* sont deux préparations haut de gamme, principalement la seconde. Elles reposent sur des variétés amères (haute teneur en alcaloïdes), se fait par déshydratation ce qui requiert des écarts de températures importants entre la nuit et le jour comme en juin ; elle n'est possible que dans les derniers étages de culture vers 4550 m. Les tubercules déshydratés sont ensuite piétinés et longuement lavés, durant plusieurs semaines dans le cas de la *moraia*, puis séchés. Ce procédé permet une longue conservation des tubercules. C'est une denrée pour événements exceptionnels.

Les plantes médicinales et cosmétiques

Un groupe se consacre à ces plantes et a établi une petite unité de fabrication de sirops, savons, shampoings, crèmes *etc.* et tisanes. Une liste de 43 plantes a été enregistrée à l'Indecopi (*Instituto Nacional de Defensa de la Competencia y de la Protección de la Propiedad Intelectual*) qui, par cet enregistrement, protège les savoirs locaux.

Le Dia nacional de la papa nativa



Les deux temps des festivités

La commémoration comprend deux temps forts, l'un qui se rattache au rituel traditionnel, l'autre qui a un caractère ludique et est orchestré par ANDES et les représentants de communautés. Le rendez-vous est donné le matin sur le terrain de sport d'un village en surplomb de la vallée mais tout le monde se déplace rapidement vers la cour d'une maison du village pour les prémices de la récolte offerts à la *pachamama*. Un tas de pommes de terre est recouvert de paille d'*ichu*, celle-ci est retenue par une corde en poils de lamas ; des offrandes, de l'encens, sont offerts aux entités protectrices des récoltes. Une équipe de cinéma allemande filme. Les manifestations de l'après-midi se déroulent sur le stade équipé d'une sono. Concours des éplucheurs de pommes de terre, de bêchage, de cuisine traditionnelle, de poèmes se suivent et sont organisés et animés par les représentants de ANDES et les responsables de communautés. Les gagnants reçoivent des prix.

Le montage institutionnel et financier

La concrétisation du Parc en 2005 repose sur un partenariat tripartite entre le CIP¹⁵, six communautés andines de la région de Pisac organisées depuis 2002 en *Asociación de Comunidades del Parque de la Papa*, et ANDES. La convention de partenariat a été renouvelée en 2010. Le point de départ de la réflexion sur la création du Parc a été l'identification du statut particulier à donner aux zones de riche agrobiodiversité, à l'image des aires protégées dans le cas de la biodiversité spontanée. Cette idée reprend celle de Iltis (1974) qui proposait des zones de conservation de l'agrobiodiversité *in situ*.

¹⁵ Centre International de la Pomme de Terre situé à Lima et fondé en 1971 est l'un des 15 CGIAR – *Consultative Group on International Agricultural Research* spécialisés sur diverses cultures et dont le financement, issu des pays participants, est administré par la Banque Mondiale.

La mission du CIP est de promouvoir la conservation des plantes à tubercules andines, de veiller à leur amélioration et à leur diffusion. ANDES a été créé en 1995 et son importance actuelle dans le paysage des ONG andines s'appuie sur ses réalisations et sur les liens que son directeur, Alejandro Argumedo, a construit avec des ONG de portée internationale, l'UICN, Cultural Survival puis l'Institut International de l'Environnement et du Développement (IIED) (Asensio H, and Castillo Martín, 2013).

L'accord entre le PP, le CIP et ANDES a eu pour base le rapatriement d'un matériel collecté dans les années 1970 par les chercheurs du CIP dans la région. Dans les années 2000, les communautés demandent ce rapatriement et la reconnaissance de leurs droits sur celles-ci. En 2004, un premier accord de rapatriement est signé. Un deuxième accord signé en 2010 renforce les liens entre le CIP et le PP validant ainsi la mise en synergie de la conservation *ex situ* et *in situ* et reconnaissant l'intérêt d'une délocalisation de la conservation des ressources phyogénétiques. Ce deuxième accord mène aussi à la formation de techniciens locaux pour la multiplication des variétés en accord avec les normes et précautions phytosanitaires contre les viroses et le *Phytophthora* qui frappe jusqu'à 4000 m. Les plants issus de graines sont certifiés comme sains par le CIP. C'est d'ailleurs ce thème qui a été longuement abordé lors de notre visite au CIP à Lima

L'accord prévoit que le rapatriement ne se limite pas au parc mais qu'il s'étend aux communautés de la région. Il s'ouvre sur un nouveau partenariat international avec le *Svalbard Global Seed Vault* placé sous la houlette du gouvernement norvégien. Cette Réserve mondiale de Semences a été inaugurée en 2008 et repose sur des financements privés et publics (cf. <http://www.croptrust.org/content/donors>). Il est prévu que le PP y entrepose 1355 cultivars de pommes de terre sous formes de graines avec une duplication des collections au CIP.

Les sources de financement des infrastructures et de part du fonctionnement du Parc citées sont Bioversity, le Fond Christensen et l'Union Européenne.

Sur le plan de la politique territoriale, les liens avec la municipalité de Pisac sur le territoire de laquelle se trouve le PP sont formalisés par un accord. Un Centre de formation endogène en changement climatique incluant un volet sélection participative est en cours de montage entre le PP et la municipalité voisine de Lares avec comme perspective celle de se transformer en *Universidad del campo*.

QUELQUES CONCLUSIONS

La mise en patrimoine de l'agrobiodiversité de Chiloé via le SIPAM-FAO semble s'être construite de manière très délocalisée en laissant une forte capacité d'initiative aux agriculteurs, sans imposition d'un schéma normatif autour de cette reconnaissance. Elle mobilise des agriculteurs aux profils assez différents, traditionnels ou calés sur un modèle plus entrepreneurial. Toutefois la visite au marché montre que le système SIPAM est loin d'inclure l'ensemble des agriculteurs.

La dynamique SIPAM est extrêmement intéressante dans le sens que c'est elle qui crée des instruments nouveaux de gestion et les fait reconnaître par les pouvoirs économiques ou politiques déjà constitués et non le contraire.

Cette patrimonialisation, certes à petite échelle, a construit ou renforcé des liens avec le monde universitaire, politique, économique. Elle échappe par cela à une seule vision ancrée sur le traditionnel. Il semble que cette dimension traditionnelle se limite à l'objet *papas nativas* et autres cultivars et joue dessus la carte d'un ancrage fort dans le monde

actuel. Ce qui fait la notion de système agricole telle que nous l'avons développée dans le cas du Rio Negro se connecte ici avec des acteurs qui peuvent être extérieurs au système initial et par là permet une projection dans le futur et non un repli passéiste. Le succès du SIPAM a modifié également le regard des jeunes sur l'activité agricole traditionnelle pratiquée par leurs parents montrant qu'elle pouvait être un attractif économique (tourisme, vente de produits) et qu'elle participait des dynamiques mondiales.

Le *Parque de las Papas* dispose d'une remarquable infrastructure et a mis au point une organisation de l'accueil des touristes très efficace. Deux éléments forts se dégagent de cette visite, la présence d'un discours de base scientifique sur un patrimoine bioculturel et le caractère centralisé des actions. Les références au changement climatique, à la nécessité de trouver des variétés résistantes, à la résilience, aux essais menés en champs, à la formation de techniciens sur les questions phytosanitaires au CIP ... connectent cette expérience ancrée dans un territoire délimité à un monde globalisé. Telle qu'elle a été présentée, l'innovation passe par une validation scientifique. La notion de parc même s'il est à géométrie variable avec des communautés qui y entrent ou en sortent, les infrastructures associées ne permettent guère de flexibilité dans ce modèle.

Au vu des différences socioculturelles et géographiques entre des communautés andines du centre du Pérou et des agriculteurs traditionnels du sud du Chili, comparer les deux expériences n'a guère de sens. Une grille d'analyse donne en première instance qu'elles ont pour points communs : le choix d'un objet emblématique considéré et validé comme étant local *las papas nativas* et rendu vulnérable soit par l'avancée d'une modernisation agricole soit par un changement climatique ; un ancrage institutionnel tripartite producteurs locaux – ONG – institution internationale avec comme principal opérateur et médiateur l'ONG et l'assurance d'une visibilité internationale ; les deux créent leurs propres instruments et/ou leur donnent un contenu propre, labélisation SIPAM ou patrimoine bioculturel¹⁶ ; des trajectoires passent par une désappropriation de ressources phytogénétiques par une institution nationale ou internationale (avec des contenus très différents) ; une reconnaissance patrimoniale qui à la fois repose et induit des relations particulières entre les agriculteurs et leurs cultivars. Deux modèles de patrimonialisation se dessinent autour de la conservation de l'agrobiodiversité : l'un centralisé qui investit sur une organisation et une visibilité globale se rattachant à un mouvement de reconnaissance des identités culturelles, l'autre délocalisé qui procède par occupations d'espaces divers et vise à un changement des paradigmes de production agricoles.

¹⁶ Défini comme "el conocimiento, innovaciones y prácticas de las comunidades indígenas y locales que son mantenidos colectivamente y están inextricablemente unidos a los recursos y territorios tradicionales, a la economía local, a la diversidad de genes, variedades, especies y ecosistemas, valores culturales y espirituales, y las normas consuetudinarias moldeadas dentro del contexto socio-ecológico de las comunidades" (Swiderska y Argumedo 2006)

7. PRATIQUES INTERCULTURELLES ET FORMATION



La salle de cours du Centre d'Éducation Technologique de l'Amazonas

Un des objectifs des patrimonialisations menées sur le Rio Negro et à Chiloé est de donner une meilleure visibilité aux savoirs et pratiques locales dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des espèces cultivées. Le rapprochement entre savoirs locaux et savoirs académiques opéré par le CET-Chiloé a été l'élément catalyseur du montage d'un cours donné par les agriculteurs et agricultrices du Rio Negro pour les techniciens agricoles du Secrétariat à la Production Rurale de l'État d'Amazonas (SEPROR), à rebours du flux « traditionnel » de transmission des savoirs. Des questions d'ordre scientifique, opérationnelle et éthique étaient en toile de fond de sa construction : quel cadre conceptuel proposer pour l'analyse de systèmes agricoles¹⁷ à l'interface du fonctionnement d'une société et d'un agrosystème, en particulier pour sa composante agriculture ? quelles modernités pour une agriculture amérindienne ? quelle reconnaissance des savoirs locaux et comment construire un dialogue interculturel autour de ce patrimoine ?

Le cours (annexe D) a eu lieu à Santa Isabel do Rio Negro du 22 au 24 avril 2014, et a donc été monté en deux mois au retour de Chiloé. Un des points saillants de son organisation a été la mobilisation d'institutions diverses, organisations indigènes, institutions de recherche, institutions gouvernementales nationales et de l'état d'Amazonas et ONG¹⁸. La conjoncture pour cette expérience était favorable, des dates viables pour tous, un espace pour sa réalisation, une articulation antérieure entre les différents protagonistes, une mobilisation de tous et évidemment des ressources financières disponibles pour la venue d'une vingtaine de techniciens agricoles, amérindiens ou non, de tout l'État d'Amazonas, d'agriculteurs de la région du Rio Negro, de chercheurs (IRD et Embrapa) et d'un représentant de l'IPHAN. A la vingtaine de techniciens s'est jointe une dizaine d'étudiants déjà sur place du cours d'agronomie (par

¹⁷ Le système agricole du Rio Negro, dans le contexte de sa patrimonialisation, a été conçu comme l'ensemble des savoirs, pratiques, normes, concepts, formes d'organisation sociale, agrobiodiversité associée mobilisés dans l'agriculture (gestion de l'espace et des plantes), la culture matérielle, et l'alimentation.

¹⁸ ACIMRN - Associação das Comunidades Indígenas do Médio Rio Negro, ASIBA - Associação Indígena de Barcelos, FOIRN - Federação das Organizações Indígenas do Rio Negro, Embrapa - Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária, SEPROR - Secretaria de Estado da Produção Rural (Amazonas), IDAM - Instituto de Desenvolvimento Agropecuário e Florestal Sustentável do Estado do Amazonas, IPHAN - Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional, IRD - Instituto de Pesquisa para o Desenvolvimento/ Unicamp - Universidade Estadual de Campinas (São Paulo), MCTI - Ministério da Ciência, Tecnologia e Inovação, ISA - Instituto Socioambiental.

internet) de l'Université Fédérale d'Amazonas¹⁹. La tâche dévolue aux chercheurs de l'Embrapa et de l'IRD (P. Bustamante, T. Deane et L. Emperaire) était de mettre en perspective les modes de faire locaux avec les résultats d'expériences menées dans un cadre institutionnel, afin d'apporter un éclairage plus général des dynamiques agricoles actuelles et de renforcer une légitimisation des interventions des agriculteurs face aux savoirs agrotechniques.

Environ 80 personnes, dont une cinquantaine assidue jusqu'à la fin, ont participé à ce cours au format nouveau pour tous. Organisé en cinq modules (ouverture d'un abattis ; prendre soin des maniocs ; les autres plantes ; la formation des savoirs ; les changements actuels) avec pour chacun deux à quatre professeurs amérindiens (16 au total), il avait en toile de fond la question de la modernisation de l'agriculture dans le Rio Negro telle qu'elle est menée par les institutions de développement agricole. Le président de l'ACIMRN a assuré avec brio la coordination des cours et débats. Les deux jours ont été filmés et enregistrés. Les interventions ont eu lieu en portugais pour la majeure partie ou en langue amérindienne (tukano, baniwa, pira-tapuia ou nheengatu) et traduites au fur et à mesure. Chacun, technicien, étudiant, professeur ou organisateur, a reçu un certificat de participation. Les professeurs amérindiens ont été rémunérés.

L'articulation interculturelle mobilisée dans ce cours a été sans aucun doute un défi pour tous. Son analyse demande encore à être approfondie auprès des différents participants et les enregistrements sont à décrypter. En premier lieu, le cours soulevait la question formelle de la transmission de savoirs. L'apprentissage de la pratique agricole est indissociable de celle « d'être dans le monde » et repose sur une identité culturelle, des affects, des valeurs, des mythes, des savoirs, *etc.* Proposer une approche segmentée de l'agriculture comme nous l'avons assumé avec un jeu d'exposés et de questions et où la relation personnelle qu'il peut y avoir entre détenteur et récepteur d'un savoir était absente, fut un rude exercice pour certains des enseignants. Les expériences des uns et des autres comme leader de villages, d'associations ou encore de cathéchisme ont certes facilité la prise de parole en public mais elles n'ont pas eu beaucoup d'influence dans les contenus des cours. Certains professeurs ont totalement assumé leurs positions d'enseignants, d'autres avec plus de timidité. L'inversion des positions d'enseignant – tous ont été scolarisés à la mission pour les plus âgés et dans les écoles publiques pour les plus jeunes – à enseignant a été très positivement ressentie. L'orgueil d'une *roça* diversifiée se reflétait dans celui de la transmission d'un savoir étendu.

Les échos sur le cours que nous avons eu des techniciens montrent que c'est la forme du cours, le montage tripartite techniciens – chercheurs – populations locales, plus que son contenu, qui a constitué une avancée. Le cours a été aussi une plateforme pour aborder d'autres thèmes, celui du plan de sauvegarde du système agricole du Rio Negro, celui des enjeux politiques et économiques de cette reconnaissance qui ne peut, selon le responsable de l'ASIBA, se cantonner à la sphère patrimoniale mais doit impliquer des contreparties économiques pour la conservation de cette agrobiodiversité (selon les termes de la CDB) et celui d'une modernisation de l'agriculture amplement défendue par le représentant de l'IDAM. Le thème principal de ce dernier registre a été la pertinence d'une mécanisation. Globalement l'assemblée, ou ne s'est pas prononcée, surtout les femmes, ou était en faveur d'une modernisation et d'une mécanisation de l'agriculture. La question des inégalités d'accès aux financements, puisque les plans d'appui à

¹⁹ Le cours a été principalement financé par le CNPq et la Fondation Ford, avec un apport du financement du ministère de la Culture et de la Communication pour la participation de trois chercheurs (2 Embrapa et 1 IRD). Le SEPROR a financé la venue des techniciens de leur pôle de travail à Manaus.

l'agriculture incluent un accès au crédit, et de ressources que cette modernisation allait engendré, a été soulevée et est apparue comme le principal danger si ce choix de modernisation était fait.

Le cours a eu comme retombées d'ouvrir la question de la patrimonialisation du SAT-RN à des acteurs qui ne faisaient pas partie de l'ACIMRN, principale instance avec laquelle le plan de sauvegarde est débattu, et d'affirmer auprès de l'IDAM et du SEPROR la spécificité amérindienne de l'agriculture pratiquée dans une région qui couvre près de 300 000 km² avec une population multiethnique. Le président de l'ACIMRN a proposé en conséquence que dans de telles régions ce soient des structures d'appui au développement spécifiquement amérindiennes qui soient créées, de type IDAM indigène. Ces discussions ont donné lieu en juillet à la présentation de deux motions à la réunion de la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science et à celle de l'Association Brésilienne d'Anthropologie (plus de 3500 participants) demandant le respect des engagements pris par le Brésil en signant le Traité de la FAO en insistant sur la nécessaire consultation des communautés dans la définition des politiques publiques qui ont un impact sur leurs activités agricoles (entre autres).

8. CONCLUSION

Trois objectifs étaient visés lors de la formulation du projet :

- poursuivre une recherche en aval de Santa Isabel afin de comprendre l'extension géographique des objets et processus qui font patrimoine et leurs limites ;
- analyser les bases interculturelles du patrimoine formé par le SAT-RN à partir des discussions sur la mise en place du plan de sauvegarde ;
- établir des recommandations pour la mise en place de politiques culturelles de conservation de l'agrobiodiversité.

Tous les objectifs n'ont pas été atteints au niveau de détail souhaité mais le déroulement des recherches financées par la DREST a permis d'identifier de nouvelles pistes de réflexion. Ces trois ans ont été marqués par des dynamiques institutionnelles fortes avec la définition de politiques de modernisation des agricultures amérindiennes et une reconfiguration des modes d'action de l'IPHAN vis-à-vis du suivi des plans de sauvegarde (relevant initialement de l'institution centrale à Brasília, ils sont passés sous la responsabilité des superintendances des États, en l'occurrence Manaus dans le cas du SAT-RN). La composante économique de la valorisation du SAT-RN a été renforcée avec le rapprochement avec le SEPROR ce qui a permis d'étendre le réseau interculturel construit autour du SAT-RN. L'approche comparative menée avec Chiloé et le Parque de las Papas a été déterminante pour recentrer la réflexion sur ce qui fait patrimoine. Le projet de collaboration avec la Guyane est resté en sourdine malgré un court séjour à Cayenne, les questions de coût et peut-être encore davantage de temps n'ont pas permis de faire ce montage.

Le premier objectif ne serait pas aujourd'hui formulé en termes géographiques mais opérationnels. La définition de limites géographiques de ce patrimoine s'avèrerait pertinente dans le cas de la mise en place d'une indication géographique sur un produit donné mais cette perspective est encore lointaine. En revanche poser la question de sur quel identifiant commun les actions des instances gouvernementales impliquées dans la conservation du SAT-RN peuvent-elles converger est d'actualité et même urgente ? Les quatre dernières années, depuis la reconnaissance du SAT-RN comme patrimoine en

2010, ont montré que les termes de patrimoine et de système agricole avaient été largement appropriés par les associations et de nombreux agriculteurs. Pour l'IPHAN, le concept est opérationnel pour le montage de dossiers portant sur un patrimoine bioculturel car il évite une atomisation des demandes autour d'éléments divers (plante, recette, savoir-faire, etc.). Son caractère opérationnel répond à une phase bien précise de cette patrimonialisation, celle du montage du dossier. Pour les chercheurs, il l'est aussi. Toutefois, dès lors que l'on s'adresse aux opérateurs des politiques publiques autres que ceux de la sphère culturelle, la notion de système devient très ou trop complexe. Recentrer les discussions sur l'agrobiodiversité et les savoirs associés serait, dans la conjoncture actuelle, davantage productif car permettant de mobiliser les acteurs du développement, de la valorisation économique et de la conservation des ressources phytogénétiques. C'est ce choix qui semble avoir été fait à Chiloé, centrer les actions sur la conservation des variétés – la composante matérielle de ce SIPAM - et construire des mécanismes de labellisation et de valorisation économique appropriables par les agriculteurs. La notion de système peut se révéler à la fois outil efficace et piège.

Donner un contenu concret au plan de sauvegarde est toujours un objectif prioritaire. Le *Conselho de la roça* (du champ) a été créé, il doit avoir le rôle d'un conseil des sages sur toutes les actions qui concernent le patrimoine agricole. Son mode de fonctionnement est encore en débat, un conseil par *município* ou un conseil général ? Toute réunion dans le Rio Negro est d'un coût élevé et chronophage ; la prochaine assemblée générale des associations aura lieu en novembre et aura pour thème central le SAT-RN.

Enfin, une autre perspective se dessine aujourd'hui pour le SAT-RN, celle de sa reconnaissance com SIPAM par la FAO. Les associations locales sont d'accord pour demander cette patrimonialisation mondiale et l'IPHAN est en passe de devenir le point focal du Brésil pour la FAO. Les discussions sont en cours et le dossier devrait être monté dans les six prochains mois.

Une dernière remarque à l'issue de ce rapport et des trois ans « de pratiques interculturelles » porte sur l'importance pour la recherche des appels à projets tels qu'ils sont formulés par le DREST, avec des financements non négligeables pour des recherches peu budgetivores telles que les nôtres, et qui, par le suivi annuel des projets, créent de nouvelles dynamiques d'échanges. Cet AAP a aussi eu un impact sur la coopération franco-brésilienne : associé à d'autres appuis financiers il a permis d'explorer des chemins inédits dans l'histoire de l'action publique au Brésil dans le domaine du patrimoine.

9. BIBLIOGRAPHIE CITEE

Adell N. 2011. *Anthropologie des savoirs*. Paris: Armand Colin. 334 p.

Andrello G, editor. 2012. *Rotas de Criação e Transformação: Narrativas de origem dos Povos Indígenas do Rio Negro*. São Paulo: ISA. 263 p.

Andrello G, and Oliveira AGd. 2008. *Cachoeira de Iauaretê: Lugar Sagrado dos Povos Indígenas dos Rios Uaupés e Papuri (AM)*. Brasília: IPHAN. 148 p.

Andrison, D., 1996. The origin of *Phytophthora infestans* populations present in Europe in the 1840s: a critical review of historical and scientific evidence. *Plant Pathology* 45, 1027-1035.

- Asensio, H., Castillo Martín, R.C., 2013. *El parque de la papa de Cusco : claves y dilemas para el escalamiento de innovaciones rurales en los Andes (1998-2011)*. IEP / IDRC / FIDA, Lima, p. 48.
- Bolens L. 1975. De l'idéologie aristotélicienne à l'empirisme médiéval. Les sols dans l'agronomie hispano-arabe. *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*:1062-1083.
- Cabalzar A, editor. 2010. *Manejo do mundo: conhecimentos e práticas dos povos indígenas do Rio Negro*. São Paulo / São Gabriel da Cachoeira: ISA / FOIRN. 239 p.
- Emperaire L, Velthem LHv, Oliveira AGd, Santilli J, Carneiro Da Cunha M, and Katz E. 2010. *Dossiê de registro do sistema agrícola tradicional do Rio Negro*. Brasília: ACIMRN / IPHAN / IRD / Unicamp-CNPq. 235 p.
- Gallois DT, editor. 2006. *Patrimônio cultural imaterial e povos indígenas*. São Paulo: Iepé. 96 p.
- Grenand F. 1993. Bitter Manioc in the lowlands of tropical forests: from myth to commercialization. In: Hladik CM, Hladik A, Linares OF, Pagezy H, Semple A, and Hadley M, editors. *Tropical Forests, People and Food _ Biocultural interactions and Applications to Development*. Paris: The Parthenon Publishing Group, Unesco. p 852.
- Ireland. Department of Agriculture, F., Food, 2008. *Potato Varieties of Historical Interest in Ireland*. Department of Agriculture, Fisheries and Food, Dublin.
- Iltis, H.H., 1974. Freezing the genetic landscape. *Maize Genet. Coop. News Lett.* 48, 199-200.
-

ANNEXES

A. RAPPORT D'ACTIVITES

En France

- ✓ 2012 échanges sur agrobiodiversité et patrimoine principalement avec les chercheurs de l'Embrapa en post-doc à l'UMR 208 - Patrimoines locaux ; Séminaires Min. Culture "Pratiques Interculturelles"
- ✓ 2013 11 octobre : Séminaires Min. Culture "Pratiques Interculturelles"

Au Brésil

2012

- ✓ 21 - 31 août : travaux de terrain à Barcelos (sur crédits brésiliens du Projet Ford "Droits intellectuels et populations indigènes", resp. M. Carneiro da Cunha) à 400 km en amont de Manaus (cf. carte p. 1) sur les liens entre systèmes de gestion de l'agrobiodiversité et sociétés le long du Rio Negro en Amazonie du Nord-Ouest. Les trois questions de base étaient (i) quel est l'état de la diversité des plantes cultivées, comment celle-ci s'organise-t-elle en fonction des pratiques, savoirs, normes et usages locaux ; (ii) quels sont les processus sociaux qui sont à son

origine, soit quel est son ancrage social et géographique (réseaux de circulation des semences); (iii) quelles sont les dynamiques de cette agrobiodiversité en fonction des nouvelles reconfigurations territoriales et économiques, liées en particulier à la relative proximité de Manaus.

2013

- ✓ 18 février : mise en place des crédits, réunion préparatoire de l'ACIMRN et des chercheurs du PACTA à Santa Isabel
- ✓ 4 avril : réunion IPHAN Brasília sur l'organisation du plan de sauvegarde et le renforcement des échanges entre les programmes de valorisation de l'agrobiodiversité entre le haut, le moyen et le bas Rio Negro, organisation des activités sur 2013.
- ✓ 13 - 23 avril : travaux de terrain Barcelos et Santa Isabel do Rio Negro : poursuite des travaux sur le système agricole traditionnel à Barcelos, réunion du comité du plan de sauvegarde à Santa Isabel (participation, représentants des trois associations amérindiennes FOIRN, ACIMRN, ASIBA, chercheurs du Pacta et de l'Embrapa, chercheurs de l'ONG Instituto SocioAmbiental, de l'IPHAN)
- ✓ 4-5 décembre : réunion Manaus avec les représentants de l'IPHAN, de l'ISA, du Pacta 3 et de l'ACIMRN pour discussion sur le contenu à donner au Plan de Sauvegarde du SAT-RN (D. Tozi, L. Empereire)
- ✓ Affectation au Brésil à partir de octobre 2014 comme chercheur associée à l'Embrapa et au département d'Anthropologie de l'Université de Brasília

2014

- ✓ fin 2013 début 2014 plusieurs réunions Embrapa – IPHAN afin d'articuler un séminaire politiques publiques, agrobiodiversité et patrimoine culturel (non réalisé) et à l'IPHAN sur le Plan de Sauvegarde du SAT-RN
- ✓ 13-19 février : réunion à Cartucho (amont de Santa Isabel) sur la constitution du Conseil de la *Roça* et ses attributions, rencontre responsables du Secrétariat à la Production Rurale à Manaus (L. Empereire et D. Tozi)
- ✓ 20-27 février : voyage d'étude à Chiloé (Chili) sur le système de conservation locale de la diversité des pommes de terre (M. Carneiro da Cunha, L. Empereire)
- ✓ 15-24 avril : organisation et réalisation à Santa Isabel du cours « Importance des Savoirs et Pratiques de l'agriculture traditionnelle du Rio Negro » donné par les Amérindiens pour les techniciens agricoles du SEPROR (P. Bustamante, L. Empereire, T. Deane)
- ✓ 27 mai-3 juin : voyage d'étude à Cusco (Pérou) sur l'expérience du Parque de las Papas (P. Bustamante, M. Carneiro da Cunha, L. Empereire, Adeilson Lopes)
- ✓ 24-26 juillet : participation à la table ronde Importance Stratégique de la Diversité des Agricultures au congrès annuel de la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science à Rio Branco (Acre) (P. Bustamante, M. Carneiro da Cunha, S. Alfaia, L. Empereire)
- ✓ 28 juillet-9 août : travaux de terrain à Santa Isabel et organisation des travaux des jeunes chercheurs indigènes (L. Empereire).

B. PRODUITS

Publications

Empereire, L., Eloy, L., Amerindian Agriculture in an Urbanising Amazonia (Rio Negro, Brazil). *Bulletin of Latin American Research*, 2014, 36. doi Doi: 10.1111/blar.12176

Empereire L. Agrobiodiversidade e sistemas agrícolas tradicionais, *Magistra*, Cruz das Almas-BA, 2013, 25: 1-5, ISSN 2236-4420

Empereire, L., Velthem, L.H.v., Oliveira, A.G.d., 2012 (parution 2014). Patrimônio cultural imaterial e sistema agrícola: o manejo da diversidade agrícola no médio Rio Negro (AM). *Ciência e Ambiente* 44, 154-164.

Empereire, L, Patrimônio agri-cultural e modernidade no Rio Negro (Amazonas). In: Carneiro da Cunha, M. (Ed.). *Políticas culturais e povos indígenas: a escola e outros problemas*, Universidade do Estado de São Paulo (sous-presse) 15 p.

Empereire, L, Tozi, D., Carneiro da Cunha, M., Bustamante, P. (en préparation) *Quais reconhecimentos patrimoniais para a agrobiodiversidade?* In : P. Bustamante, J. Santilli, R.-L. Barbieri (Eds.) Agrobiodiversidade, Col. Transição Agroecológica, Embrapa, Brasília

Projets déposés et acceptés

Le travaux et articulations réalisés lors de la période 2012-2014 ont permis de manière indirecte le montage de deux nouveaux projets :

- *Initiative partagée pour une reconnaissance des savoirs locaux sur la diversité agricole en Amazonie brésilienne : le moyen Rio Negro*. Fondation d'Entreprise Hermès, 2014-2016.
- *Les systèmes agricoles locaux dans une agriculture globalisée : transformations, émergences et connectivités*, Phase III du PACTA, "Populations, Agrobiodiversité et Connaissances Traditionnelles Associées", projet déposé à l'AAP 2013 de la coopération bilatérale CNPq-IRD, 2014-2017.

C. RAPPORT FINANCIER (estimation au 17 septembre 2104)

Dotation		
2013		
12/02	1° Versement	7703,64 euros
2014		
07/02	2° Versement	5136,36 euros
Total		12840,00
Dépenses		
2013		
07-12/03	mission Cayenne per diem (L. Empereire)	180,00
25-29/11	mission Rio de Janeiro billet (P. Bustamante)	120,92
04-06/12	mission Manaus per diem (L. Empereire)	250,45
03/04-14/05	mission Santa Isabel billet (L. Empereire)	467,95
03/04-14/05	mission Barcelos Santa Isabel, déplacements internes, per diem (L. Empereire)	1620,40
03/04-14/05	mission Barcelos Santa Isabel, billet (L. Empereire)	610,04
Total 2013		3279,76
2014		
27/03	petit matériel	11,17

07/05	petit matériel	91,17
13-19/02	mission Santa Isabel do Rio Negro (L. Empereire)	972,59
13-19/02	mission Santa Isabel do Rio Negro billet (D. Tozi)	972,59
14-25/04	mission Santa Isabel do Rio Negro billet (L. Empereire)	981,88
14-25/04	mission Santa Isabel do Rio Negro per diem (L. Empereire)	1250,03
21-25/04	mission Santa Isabel do Rio Negro billet (L. Empereire)	1027,74
21-25/04	mission Santa Isabel do Rio Negro per diem (P. Bustamante)	428,37
21-25/04	mission Santa Isabel do Rio Negro billet (T. Deane)	394,07
21-25/04	mission Santa Isabel do Rio Negro per diem (T. Deane)	534,10
28/05-03/06	mission Cusco (L. Empereire) per diem	426,40
24-26/07	congrès de la SBPC Rio Branco billet (L. Empereire)	583,20 (engagés)
24-26/07	congrès de la SBPC Rio Branco per diem (L. Empereire)	300,66 (engagés)
24-26/07	congrès de la SBPC Rio Branco per diem (S. Alfaia)	321,41 (engagés)
28/07-09/08	mission Santa Isabel do Rio Negro per diem (L. Empereire)	650,69
10/09	achat petit matériel de terrain (2 GPS + 1 appareil photo)	259,00
Total 2014		9205,07
Total projet		12544,83

D. DOCUMENT DE PRESENTATION DU COURS DE SANTA ISABEL (22-24 avril 2014)

CURSO

"RELEVANCIA DOS SABERES E PRATICAS DA AGRICULTURA TRADICIONAL DO RIO NEGRO (AM)"

DATA E LOCAL

22 -24 de abril 2014

Sala do CETAM
Santa Isabel do Rio Negro (AM)

APOIO

Ford Foundation	Fundação Ford
CNPq	Centro Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico
MCC	Ministério da Cultura e da Comunicação (FR)

REALIZAÇÃO

ACIMRN	Associação das Comunidades Indígenas do Médio Rio Negro
ASIBA	Associação Indígena de Barcelos
CEBRAP	Centro Brasileiro de Análise e Planejamento
Embrapa	Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária
FOIRN	Federação das Organizações Indígenas do Rio Negro
IDAM	Instituto de Desenvolvimento Agropecuário e Florestal Sustentável do Estado do Amazonas
IPHAN	Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional
IRD	Instituto de Pesquisa para o Desenvolvimento, Unidade "Patrimônios Locais" (FR)
ISA	Instituto Socioambiental
MCTI	Ministério da Ciência, Tecnologia e Inovação
Pacta	Populações, Agrobiodiversidade e Conhecimentos Tradicionais Associados (projeto de pesquisa IRD-Unicamp)
SEPROR	Secretaria de Estado da Produção Rural (Amazonas)
Unicamp	Universidade Estadual de Campinas (São Paulo)

PUBLICO

20 vagas para os agentes técnicos e gerentes

15 vagas para a diretoria da ACIMRN e seus associados e convidados

Aberto aos profissionais da SEPROR, indígenas ou não indígenas, que trabalham nos três municípios do Rio Negro (Barcelos, Santa Isabel do Rio Negro e São Gabriel da Cachoeira) e aos outros profissionais da SEPROR que atuam junto a populações indígenas do Estado do Amazonas.

Será entregue um certificado aos participantes que tenham assistido a todos os módulos e à visita na roça.

OBJETIVOS

Em um contexto de modernização das agriculturas tradicionais, esse curso, pioneiro no seu conteúdo e na sua forma, visa dar maior visibilidade aos saberes e práticas que estão na base dos sistemas agrícolas tradicionais e indígenas. Visa assim fornecer novas bases para atuação dos agentes técnicos no apoio à agricultura indígena do Rio Negro.

O curso versará especificamente sobre a agricultura praticada pelas populações indígenas do Rio Negro e será ministrado por indígenas com a participação de não indígenas que já têm atuação na região ou trabalham sobre temas afins.

O objetivo do curso é fornecer aos técnicos agrícolas que atuam na região os elementos imprescindíveis à compreensão dos saberes e práticas do sistema agrícola tradicional do Rio Negro, que foi reconhecido como Patrimônio Imaterial da nação brasileira em 2010²⁰. Os manuais de agricultura ou de agronomia abordam a agricultura principalmente sobre o ângulo da produção e da produtividade. Trataremos de mostrar ao longo do curso que as formas de produzir e os objetivos da agricultura são muitos mais

²⁰ Dossiê de registro disponível no endereço <http://www.iphan.gov.br>, ver Departamento do Patrimônio Imaterial, bens registrados.

diversos e que são moldados por cada sociedade. A agricultura está na interface do funcionamento de uma sociedade e de um agroecossistema.

Serão enfatizadas as especificidades locais desses saberes e práticas, seus papéis na existência de uma agricultura de baixo impacto ambiental que permite a seleção e a conservação de um imenso leque de recursos fitogênicos (mais de 300 espécies e variedades cultivadas e de 110 variedades de mandioca) e a soberania alimentar das famílias. É um sistema cujas funções vão além de sua dimensão produtiva. São 22 povos que vivem na região do Rio Negro e esse sistema agrícola constitui um bem e uma referência cultural por eles compartilhados.

Como propor melhorias nesse sistema de produção sem quebrar suas bases socioculturais e produtivas, tal é a questão à qual pretendemos responder nesse curso que será administrado pelos indígenas do Rio Negro.

MODULOS DO CURSO

O curso conta com 5 módulos ministrados pelos docentes indígenas e abordagens complementares com a participação de pesquisadores não indígenas e um debate geral. Cada módulo será seguido de uma síntese e breve discussão.

1. Abrir uma roça

Escolher o local (os diferentes tipos de mato, como se reconhecem as terras boas para roça), brocar, derrubar, o tempo da queima, como se queima, o vento, como as pessoas se colocam, (os vários tipos de roça, a organização dos trabalhos, o tempo de abrir roças ...), o que acontece quando se abandona a roça. Diferença entre terra firme e capoeiras. Como aprendeu.

2. Criar as manivas

As qualidades de manivas, seus nomes, de onde vieram, suas diferenças (como se reconhece, o tempo de colheita, as brancas e as amarelas, a maniva sem pai, facilidade para raspar...); os cuidados com as manivas (escolher, criar, plantar, capinar, arrancar, fincar, as manivas nos diferentes tipos de roças, praga e doenças ...), como se cuida do bem-estar das manivas; como se conseguem novas manivas; como se repassa manivas de uma roça para outra, mamaipoka, pecuera, roça para sementes; quantas roças precisa ter, como se organizam; os usos da mandioca (beiju, curadá, farinhas...); as dificuldades.

3. A importância das outras plantas

O que é importante ter: as plantas da roça, do entorno da casa, do frutal, do canteiro, da horta, de perto da casa de forno ...; sua importância para a alimentação e a saúde da família, principalmente para as crianças; quais são as qualidades de plantas; o que se planta na roça depois da maniva, onde, quando, como (semente, galho...), de onde se consegue as sementes; quanto tempo leva para dar; como se cuida dessas plantas; o que acontece quando se deixa a roça.

4. A importância da roça, como se aprende a cuidar da roça e das plantas

O que é uma roça bonita mesmo. Quem trabalha na roça, quando, como se divide o espaço, a importância da roça para o sustento da família; como se experimentam novas qualidades de manivas, as manivas sem pai – como se sabe se guarda ou não-, de onde se consegue novas plantas; as plantas trazidas do mato (cacau-jacaré, buriti, tulia...), as plantas trazidas da cidade. As plantas que se perderam, o motivo dessa perda. Como se ensina aos filhos e filhas a manejar a roça, como circulam as plantas, as manivas. O que sabem fazer as crianças, a que idade, criancinha, criança, jovem, quando se tem uma roça própria; as dificuldades.

5. As mudanças de hoje

A demanda da cidade para farinha e outros produtos, o clima, o mercado, a cidade e a terra cansada, a perda de certas qualidades de plantas, a escolarização das crianças, as atuações do Estado; as dificuldades. Como pensar a modernização da agricultura?

Abordagens complementares

- Introdução ao sistema agrícola do Rio Negro
- A experiência de Roraima
- A conservação da diversidade das plantas cultivadas

Debate

- Qual modernidade para a agricultura tradicional indígena do Rio Negro?

DOCENTES INDIGENAS

Angelina Sousa Angro (Tukano)

Araci Jacinto Cunaua (Baré)

Carlos Nery (Pira-Tapuia)

Cecília Braga da Silva (Baré)

Cecília Sousa Angro (Tukano)

Clarindo Chagas Campos (Tariano)

Conceição Dias (Tukano)

Francisca Sampaio Batista (Tukano) Graciliano

Vicente Pena (Tukano)

Inês Ribeiro de Sousa (Baré)

Maria Aparecida Dias (Tukano)

Maria Auxiliadora Cordeiro da Silva Vieira (Baré)

Maria Lucilene Lourenço Fidelis (Baniwa)

Martinho Cunha da Silva (Baré)

Oscarina Braga de Aguiar (Baré)

Vicente Moreno Garcia (Pira-Tapuia)

PARTICIPAÇÃO

Laure Emperaire - pesquisadora do IRD, co-resp. Pacta (CNPq- Unicamp-IRD) Brasília

Patrícia Bustamante - pesquisadora da Embrapa, Cenargen, Brasília

Sônia Alfaia - Secretária em exercício da SEPROR, Manaus

Tatiana Deane - pesquisadora da Embrapa, CPATU, Belém

ORGANIZAÇÃO DO CURSO

Cada módulo será seguido de uma síntese e de um curto debate.

Periodo	terça 22 de abril	quarta 23	quinta 24
9 h - 12 h	CHEGADA DOS PARTICIPANTES	8 h 30 VISITAS AS ROÇAS (3 grupos)	MODULO 4 Saberes e práticas: a roça, as plantas e a transmissão dos conhecimentos Cecília Braga da Silva (Baré) Clarindo Chagas Campos (Tariano) Maria Lucilene Lourenço Fidelis (Baniwa) A CONSERVAÇÃO DA DIVERSIDADE DAS PLANTAS CULTIVADAS Patrícia Bustamante
14 h - 15 h 30	ABERTURA Carlos Nery -ACIMRN Sônia Alfaia - SEPROR APRESENTAÇÕES INDIVIDUAIS INTRODUÇÃO AO CURSO Laure Emperaire PROJEÇÃO FILME SAT-RN	A EXPERIENCIA DE RORAIMA Sônia Alfaia - Sepror MODULO 2 Saberes e práticas: as manivas, como se maneja a roça Maria Aparecida Dias (Tukano) Conceição Dias (Tukano) Inês Ribeiro de Sousa (Baré)	MODULO 5 As mudanças de hoje Cecília Sousa Angro (Tukano) Francisca Sampaio Batista (Tukano) Carlos Nery (Pira-Tapuia)
15 h 30 - 16 h	discussão - lanche	discussão - lanche	discussão - lanche
16 h 30 - 18 h	MODULO 1 Saberes e práticas: abrir uma roça Martinho Cunha da Silva (Baré) Graciliano Vicente Pena (Tukano) Vicente Moreno Garcia (Pira-Tapuia)	MODULO 3 Saberes e práticas: a importância das outras plantas cultivadas Oscarina Braga de Aguiar (Baré) Araci Jacinto Cunaua (Baré) Angelina Sousa Angro (Tukano)	DEBATE E ENCAMINHAMENTOS Qual modernidade para a agricultura tradicional do Rio Negro? Mariazinha Cordeiro - SEPROR Tatiana De Sá Deane - EMBRAPA

